



Le Front de Gauche a décidé d'être exigeant et sans concession avec le gouvernement de François Hollande. Non participation au gouvernement, abstention sur le vote de confiance suite au discours du Premier ministre axé sur la rigueur, les 1ers jalons ont été posés.

Depuis longtemps nous le disons : la politique européenne désespère les peuples européens avec ses directives libérales « austéritaires ». Celle-ci est en cohérence avec les politiques budgétaires des nations européennes, qui les unes après les autres appliquent des recettes austères. Les gouvernements capitulent tous devant les banques et la finance, qu'ils soient libéraux ou sociaux démocrates. Ces politiques, pourtant, n'ont aucune efficacité : elles aggravent les problèmes sociaux, politiques et économiques... mais ont l'immense avantage de continuer d'enrichir les banquiers et les financiers !

Ce que nous craignons vient pourtant d'arriver, à peine les 1ers pas effectués sur la scène européenne par la majorité socialiste. Le Parlement européen se prononçait hier sur les conclusions du sommet européen via une résolution non législative.

La droite, les sociaux démocrates et les verts ont une nouvelle fois fait une résolution commune donnant satisfaction aux chefs d'Etat et de gouvernement. **L'ensemble des députés PS a voté pour ce texte avec tous les députés UMP et MODEM.**

Ils s'étaient pourtant abstenus lors des votes précédents sur le Pacte budgétaire que les conclusions du sommet européen avalisent.

Ceci est cohérent avec la volonté de l'Elysée qui veut une ratification éclair du "paquet européen". François Hollande et Jean-Marc Ayrault envisagent de faire approuver les résultats du sommet européen du 29 juin par les députés et sénateurs dès le mois de juillet. On peut donc présager du vote que feront les députés PS lorsque ce pacte sera soumis au vote du Parlement.

Après l'abstention, voilà qu'ils nous poussent à voter contre, comme Jean-Luc Mélenchon ainsi que le groupe auquel appartient le Front de Gauche au Parlement européen (GUE/NGL) l'ont fait. Nous savons qu'un gouvernement de gauche peut résister et tenir bon face aux pressions des banques. La France, par la position cruciale qu'elle occupe en Europe, a la capacité de proposer des coopérations politiques à ceux qui le souhaitent, afin de démontrer aux peuples européens qu'il est possible de faire autrement. D'ores et déjà une autre gauche de gouvernement se tient prête : il s'agit du Front de Gauche.